



PROVINCE DE HAINAUT
ARRONDISSEMENT DE MONS

**ASSEMBLEE DU
CONSEIL COMMUNAL
DU 12 DECEMBRE 2013**

PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DU 12 DECEMBRE 2013

Présents: Monsieur PAGET Bernard, Bourgmestre-Président ;
DESCAMPS Patrick, AMAND Gil, MATHIEU Annie, VILAIN Marcel, Echevins,
DUPONT Philippe, Président du C.P.A.S.
POUILLE Lucien (absent à partir du point 16), PETILLON Vincent, DENIS Georges, LEDENT Michel,
STIEVENART Fernand, MOREAU Quentin, LEMIEZ Matthieu, FLEURQUIN Isabelle, LEBLANC
Jean-Marc, DESSORT Jean-Claude, ~~PETIT Isabelle~~, conseillers communaux
et AVENA Patricia , Directrice générale.

Excusée : I. PETIT, conseillère communale

**Mise à l'honneur des éleveurs : Messieurs VANLANGENDONCK M., LECLERCQ B.,
MAUROY B., pour la sélection de jeunes chevaux pour le championnat du monde.**

Le Bourgmestre présente les trois éleveurs mis à l'honneur ce jour pour la sélection de jeunes chevaux pour le championnat du monde. Il les remercie pour leur dévouement et de porter bien haut les couleurs de notre belle entité.

Il rappelle que Honnelles est une terre de « chevaux » puisqu'il y a des décennies les villages comportaient de nombreuses fermes. Quelques élevages ont été conservés encore aujourd'hui et cite Monsieur Lucien Pouille.

Il rappelle également que des courses de chevaux, notamment à Onnezies, avaient un vif succès en son temps.

Il donne ensuite la parole à Monsieur Gil AMAND, Echevin

Discours de Gil Amand, Echevin

« Madame, Monsieur,

Nous avons le plaisir ce soir, d'accueillir trois éleveurs de chevaux, trois personnes, trois personnalités devrais-je dire motivées, passionnées et à n'en pas douter passionnantes.

Avant tout, Marc, Boris, Benoit, nous tenons à vous féliciter non seulement pour la qualification de vos protégés lors des derniers championnats du monde des jeunes chevaux à Lanaken, mais aussi pour leurs prestations équestres. Nous y reviendrons plus tard.

L'élevage du cheval est une pratique attestée depuis l'époque celtique. Son histoire dépend étroitement des activités humaines et des besoins de chaque époque qui voit émerger ou disparaître des types de chevaux spécifiques (de guerre, carrossiers, de trait, de course, de sport, de loisir ...) en fonction des usages et des besoins. La motorisation et les progrès de l'agriculture font largement reculer l'élevage au XXème siècle. Avec les techniques induisant la fin des usages militaires et utilitaires du cheval, les éleveurs trouvent désormais quatre débouchés principaux, les sports hippiques, les sports équestres, les loisirs, voire la compagnie et enfin, la production de viande. La fin de la seconde guerre mondiale entraîne un changement majeur dans l'élevage du cheval de selle. La cavalerie et l'utilisation de la cavalerie légère et de la cavalerie de ligne ayant disparu, cet élevage s'oriente donc vers le sport.

L'histoire donc, mais aussi les spécificités d'une région influent sur l'élevage. En effet, toutes

n'offrent pas les mêmes conditions en matière de qualité d'herbe, de climat et surtout d'environnement humain.

C'est avec Marc Vanlangendonck qui gère avec bonheur La Ferme du Seigneur que nous allons débiter les présentations.

Marc avait quatre chevaux sélectionnés, quatre équidés bien Honnellois, nés à La Ferme du Seigneur à Angreau :

Tout d'abord, **ATLANTIC DU SEIGNEUR**, montée par Gudrun Pateet. Le cheval est champion du monde dans la catégorie reine les chevaux de 7 ans.

ATLANTIC DU SEIGNEUR est un fils d'ATLANTA SITTE achetée à l'âge de 5 ans à D. BOUDRENHIEU. C'est une jument poulinière exceptionnelle qui a elle-même une origine hors du commun.

En effet, du côté maternel, elle est une petite fille de la jument GUTTE SITTE qui fut médaillée de bronze aux jeux olympiques de MONTREAL et meilleur cheval mondial en 1975 ...

Atlanta est entre autres aussi la mère de CALLAS SITTE, qui est une grande gagnante internationale sous la selle de Christina Liebheer (gagnante notamment du GP du CSI**** de MONS en 2013)

Elle est aussi la grand-mère d'AGANIX DU SEIGNEUR, qui appartient désormais à un des plus grands cavaliers mondiaux, champion du monde des cavaliers en 2008 et qui était également présent à LANAKEN.

Le père d'Atlantic est SCHILLING, un étalon que Marc avait acheté en co-propriété à 3 ans et qui est malheureusement décédé prématurément à l'âge de 5 ans.

Ensuite, **BOYFRIEND DU SEIGNEUR**, monté par Jérôme Guéry, le couple était finaliste dans la catégorie des chevaux de 6 ans, mais a fait une faute dans la finale et termine 28^e du championnat sur plus de 200 engagés.

BOYFRIEND DU SEIGNEUR, provient d'une lignée toute aussi remarquable.

Sa mère, PANAMA DU SEIGNEUR et sa grand-mère, MIC MAC DU DIEU DEMON firent toutes deux une belle carrière internationale.

IL est le frère des étalons TIC -TAC DU SEIGNEUR avec qui Jérôme Guéry fut champion de Belgique séniors en 2012. L'étalon fut ensuite vendu aux USA où, sous la selle de LESLIE HOWARD, il a déjà conquis ses lettres de noblesse. En effet, il est le vainqueur de deux manches de la coupe du monde en 2013.

Il est aussi le frère de l'étalon VIVALDI DU SEIGNEUR, vendu au fameux HARAS DE HUS en France et est aussi promis à un bel avenir

BOYFRIEND sera présent sur la scène internationale l'année prochaine sous la selle de JEROME GUERY qui fonde énormément d'espoirs en lui pour le très haut niveau.

Marc avait encore deux autres chevaux à Lanaken qui se sont bien comportés mais n'ont pas participé à la finale. Il s'agit de CURBY **DU SEIGNEUR** en 5 ans et **AGANIX DU SEIGNEUR** en 7 ans.

Nous continuons avec Didier et Boris Mauroy qui sont bien connus à Honnelles puisque Pascale, l'épouse de Didier et maman de Boris, est la fille de Victor Launois, qui fut pendant de longues années, à la satisfaction de tous, Président du cercle équestre des Hauts-Pays.

Baliverne du Caillou s'est classée deuxième du championnat du Groupement Hippique de l'Ouest, neuvième du championnat de Belgique et n'a commis qu'une seule faute sur les trois jours de concours lors du championnat du monde.

Sa mère Divine du Bélian a été achetée poulain. La voyant sauter en liberté avec tant de talents, décision fut prise de la mettre à l'étalon à 3 ans. Radco d'Houdveld fut choisi. Divine participe toujours à des concours régionaux, nationaux et internationaux. Baliverne a donc grandi paisiblement dans les prairies de Roisin. Par choix, elle n'a participé à aucun concours à 4 ans. C'est au cours de quelques compétitions dans les cinq ans qu'elle a confirmé son potentiel. Forte de sa progression, la saison des 6 ans a été enchaînée. La jument s'est améliorée tout au long de l'année avec les résultats que l'on connaît. Boris et Didier évidemment espèrent que l'année 2014 sera remplie de satisfaction.

Pour terminer avec Benoit Leclercq.

Barock est né chez lui. Sa mère était son ancien cheval de concours. Il a fait avec elle des épreuves jusqu'au mètre 30.

C'est son deuxième poulain. Son premier tourne en France dans des épreuves 120 et 130. Tout petit il avait déjà ce quelque chose en + qui permettait de croire en lui. Le cheval a été vendu à l'âge de 5ans, après que Benoit l'ai mis en route sur de petites épreuves hivernales. Depuis il a tourné avec succès sur des épreuves internationales dédiées aux jeunes chevaux jusqu'à sa qualification pour le championnat du monde.

Alors voilà, au nom du Conseil Communal, je tiens une fois de plus à vous réitérer mes plus sincères félicitations, car les résultats que vous engrangez renforce évidemment la notoriété de vos élevage respectifs, mais aussi celle de notre commune et Georges, Lucien, Vincent ne me démentiront certainement pas Commune qui est, et qui grâce à des gens comme vous, le restera une terre d'élevage. Pour terminer, je n'émettrai qu'un seul souhait, celui que vous continuiez à nous faire rêver.

Merci pour tout »

Le Bourgmestre-Président demande de bien vouloir excuser Madame Isabelle PETIT, conseillère communale.

Il demande ensuite à l'assemblée de bien vouloir ajouter un point à l'ordre du jour du conseil communal, **en vertu du Règlement d'Ordre Intérieur, Section 3, article 12** Monsieur Vincent PETILLON, Conseiller Communal, groupe M.R. (Mouvement Réformateur), a demandé, en date du 6 décembre 2013 (mail et recommandé), l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour du conseil communal du 12 décembre 2013, à savoir :

Proposition de nommer dans un délai de 3 mois les employés et les ouvriers contractuels sous statut APE travaillant pour la commune de Honnelles depuis plus de trois ans.

Point qui sera ajouté au n° 22bis de l'ordre du jour de la séance.

Le Bourgmestre-Président demande ensuite l'ajout d'un supplémentaire concernant : **Taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques, au n° 8bis.**

Les membres de l'assemblée votent à l'unanimité l'ajout de ce point.

Tous les budgets des fabriques d'Eglise sont présentés par l'Echevin des cultes, Monsieur Marcel VILAIN

1. Fabrique d'Eglise Saint-Ghislain à Erquennes – Budget exercice 2014

En vertu de l'article L1122-19, Monsieur Lucien POUILLE, conseiller communal, se retire.

Le Conseil Communal,

Emet, à l'unanimité, un avis favorable au budget de la Fabrique d'Eglise St Ghislain à Erquennes pour l'exercice 2014 qui s'établit comme suit :

- Recettes ordinaires	4165,81 €
dont intervention communale de 2.985,17€	
- Recettes extraordinaires	206,89 €
Total :	<u>4.372,70 €</u>
- Dépenses arrêtées par l'Evêque	1000,00 €
soumises à approbation : ordinaires	3372,70 €
extraordinaires	-
Total :	<u>4.372,70 €</u>

2. Fabrique d'Eglise Saint-Brice à Roisin - Budget exercice 2014

Le Conseil Communal,

Emet, à l'unanimité, un avis favorable au budget de la Fabrique d'Eglise St Brice à Roisin pour l'exercice 2014 qui s'établit comme suit :

- Recettes ordinaires	7236,85 €
dont intervention communale de 6384,55 €	
- Recettes extraordinaires	1840,85 €
<u>Total :</u>	<u>9077,70 €</u>
- Dépenses arrêtées par l'Evêque	2065,00 €
soumises à approbation : ordinaires	7012,70 €
extraordinaires	-
<u>Total :</u>	<u>9077,70 €</u>

3. Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Angre - Budget exercice 2014

Le Conseil Communal,

Emet, à l'unanimité, un avis favorable au budget de la Fabrique d'Eglise St Martin à Angre pour l'exercice 2014 qui s'établit comme suit :

- Recettes ordinaires	3788,38 €
dont intervention communale de 1584,38€	
- Recettes extraordinaires	989,61 €
<u>Total :</u>	<u>4777,99 €</u>
- Dépenses arrêtées par l'Evêque	500,00 €
soumises à approbation : ordinaires	4277,99 €
extraordinaires	-
<u>Total :</u>	<u>4777,99 €</u>

4. Fabrique d'Eglise Saint-Ursmer à Athis - Budget exercice 2014

En vertu de l'article L1122-19, Monsieur Fernand Stiévenart, conseiller communal, se retire.

Le Conseil Communal,

Emet, à l'unanimité, un avis favorable au budget de la Fabrique d'Eglise St Usmer à Athis pour l'exercice 2014 qui s'établit comme suit :

- Recettes ordinaires	3655,65 €
dont intervention communale de 2804,47€	
- Recettes extraordinaires	731,55 €
<u>Total :</u>	<u>4387,20 €</u>
- Dépenses arrêtées par l'Evêque	2210,00 €

soumises à approbation : ordinaires	2177,20 €
extraordinaires	-
<u>Total :</u>	<u>4387,20 €</u>

5. Fabrique d'Eglise Saint-Nicolas à Fayt-le-Franc - Budget exercice 2014

Le Conseil Communal,

Emet, à l'unanimité, un avis favorable au budget de la Fabrique d'Eglise St Nicolas à Fayt-Le-Franc pour l'exercice 2014 qui s'établit comme suit :

- Recettes ordinaires	3018,42 €
dont intervention communale de 2430,42€	
- Recettes extraordinaires	987,28 €
<u>Total :</u>	<u>4005,70 €</u>
- Dépenses arrêtées par l'Evêque	1395,00 €
soumises à approbation : ordinaires	2610,70 €
extraordinaires	-
<u>Total :</u>	<u>4005,70 €</u>

6. Fabrique d'Eglise Sainte-Vierge à Montignies-sur-Roc - Budget exercice 2014

Le Conseil Communal,

Emet, à l'unanimité, un avis favorable au budget de la Fabrique d'Eglise de La Sainte Vierge à Montignies sur Rocs pour l'exercice 2014 qui s'établit comme suit :

- Recettes ordinaires	5439,40 €
dont intervention communale de 4371,37€	
- Recettes extraordinaires	100,00 €
<u>Total :</u>	<u>5618,00 €</u>
- Dépenses arrêtées par l'Evêque	1055,00 €
soumises à approbation : ordinaires	4563,00 €
extraordinaires	-
<u>Total :</u>	<u>5618,00 €</u>

7. Fabrique d'Eglise Saint-Louis à Autreppe - Budget exercice 2014

Le Conseil Communal,

Emet, à l'unanimité, un avis favorable au budget de la Fabrique d'Eglise Saint-Louis à Autreppe pour l'exercice 2014 qui s'établit comme suit :

- Recettes ordinaires	1319,15 €
dont intervention communale de 872,15€	

- Recettes extraordinaires	883,05 €
<u>Total :</u>	<u>2202,20 €</u>
- Dépenses arrêtées par l'Evêque	420,00 €
soumises à approbation : ordinaires	1782,20 €
extraordinaires	-
<u>Total :</u>	<u>2202,20 €</u>

8. Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Onnezies - Budget exercice 2014

Le Conseil Communal,

Emet, à l'unanimité, un avis favorable au budget de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Onnezies pour l'exercice 2014 qui s'établit comme suit :

- Recettes ordinaires	2450,31 €
dont intervention communale de 2019,31€	
- Recettes extraordinaires	1555,39 €
<u>Total :</u>	<u>4005,70 €</u>
- Dépenses arrêtées par l'Evêque	1000,00 €
soumises à approbation : ordinaires	3005,70 €
extraordinaires	-
<u>Total :</u>	<u>4005,70 €</u>

8bis. Taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques

Présentation de ce point par le Bourgmestre-Président qui explique que suite à un contact avec la Région Wallonne, il s'avère que le taux fixé précédemment ne pourra être accepté (8,25 %). En effet, en vertu du Code des Impôts, on doit fixer un montant jusqu'à la première décimale (soit 8,2, soit 8,3 %). Il ajoute que ce taux (8,25) n'avait fait l'objet d'aucune remarque lors de la réunion qui s'est tenue tant avec le C.R.A.C (Centre régional d'aide aux communes), qu'avec la Tutelle.

La majorité proposera donc de voter le taux à 8,2 % ; ce qui permettra d'augmenter le gain des citoyens au niveau des impôts ; cadeau supplémentaire à la population.

Il ajoute également que le projet de budget transmis aux conseillers communaux lors de la convocation a subi quelques modifications suite à ce changement de taux. Des feuilles rectificatives seront dès lors transmises dès la présentation du budget.

A la remarque du conseiller Lemiez concernant cette taxe, le bourgmestre lui fait part qu'il s'agit d'une décision qui doit être prise ce jour (en 2013) pour qu'elle soit d'application en 2014 ; les citoyens honnellois ne profiteront réellement de cette baisse d'impôt qu'en 2015.

Le Conseil communal en séance publique,

Vu la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 ;

Vu le décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ayant trait à l'exercice de la tutelle administrative sur les autorités locales ;
20131212-pv-conseil.doc

Vu l'article L3122-2,7° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation selon lequel la délibération communale relative à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques fait à présent l'objet de la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire ;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992 et notamment les articles 465 à 469 ;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} - Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019 une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume, qui sont imposables dans la commune au 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice d'imposition.

Article 2 - La taxe est fixée à 8,2% de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice, calculé conformément aux dispositions du Code des Impôts sur les revenus.

L'établissement et la perception de la présente taxe communale s'effectueront par les soins de l'Administration des Contributions directes, comme il est stipulé à l'article 469 du Code des Impôts sur les revenus 1992.

Article 3 - La présente délibération sera transmise dans les quinze jours de son adoption au Gouvernement wallon pour exercice de la tutelle générale d'annulation et ne pourra être mise à exécution avant d'avoir été ainsi transmise.

Article 4 – Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la transmission obligatoire au Gouvernement wallon et de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

9. C.P.A.S. – Budget exercice 2013 – Service ordinaire – Modification budgétaire n°1

Présentation de la modification budgétaire n°1 du CPAS par le Président du C.P.A.S., Philippe DUPONT

Le Conseil Communal,

Voit et approuve, à l'unanimité, la modification budgétaire ordinaire n° 1 du C.P.A.S. pour l'exercice 2013 qui s'établit comme suit :

- augmentation des recettes	238.939,21 €
- diminution des recettes	-
- augmentation des dépenses	238.939,21 €
- diminution des dépenses	-

De ce fait, le budget ordinaire de l'exercice 2013 devient :

En recettes : 1.328.955,00 € + 238.939,21 € = 1.567.894,21 €
En dépenses : 1.328.955,00 € + 238.939,21 € = 1.567.894,21 €

10.C.P.A.S. – Budget exercice 2014 – Service extraordinaire

Présentation du budget du CPAS par le Président du C.P.A.S., Philippe DUPONT

« Conformément aux dispositions, le budget pour l'année 2014 est en équilibre. Il s'élève à un montant de 1.326.349,34 € par rapport au budget de l'année précédente qui était de 1.567.894,21 €, modifications budgétaires comprises. »

II. Budget extraordinaire

Le budget extraordinaire du CPAS pour l'année 2014 est aussi en équilibre : il s'élève à 695.000 €.

Tout d'abord, je tiens à vous présenter les nouvelles perspectives envisagées actuellement dont l'acquisition des bâtiments de l'ancienne gendarmerie de Roisin et la vente de la maison dont le CPAS est propriétaire, les travaux de rénovation de celle-ci pour accueillir nos bureaux étant trop onéreux selon l'estimatif budgétaire de notre architecte.

Les recettes

Les recettes proviennent de la vente d'un terrain à bâtir pour un total estimé à 40.000 €, d'un subside extraordinaire de 215.000,00 € en provenance de l'administration communale (vente du bâtiment actuel du CPAS) qui sera affecté exclusivement à l'achat des bâtiments de l'ancienne gendarmerie, et du produit de la vente de la maison appartenant au CPAS estimé à 225.000 € (prix d'achat) affecté également à l'achat de l'ancienne gendarmerie (estimée quant à elle à approximativement 400.000 €).

Les dépenses

Les dépenses seront consacrées à l'achat du bâtiment de l'ancienne gendarmerie (440.000 €).

Vous constaterez également l'inscription d'un nouvel emprunt et de son remboursement anticipé qui servira à faire la liaison (crédit-pont permettant de disposer des liquidités nécessaires). »

Le conseiller Lemiez interroge le Président du CPAS concernant le fait qu'aucune prévision n'ait été effectuée afin de palier à la situation prévue en 2014 pour les chômeurs. Le Président lui répond que rien n'a été inscrit au budget afin de ne pas attirer l'attention. Toutefois, il est clair qu'une « manne » a été constituée ; un fonds de réserve est prévu.

Le Conseil Communal,

Voit et approuve, à l'unanimité, le budget du CPAS -service extraordinaire- de l'exercice 2014 qui s'établit comme suit :

- Recettes extraordinaires propres à l'exercice	695.000,00 €
Exercices antérieurs	0,00 €
Prélèvements	0,00 €
Total général des recettes extraordinaires	<u>695.000,00 €</u>
- Dépenses extraordinaires propres à l'exercice	695.000,00 €
Exercices antérieurs	0,00 €
Prélèvements	0,00 €
Total général des dépenses extraordinaires	<u>695.000,00 €</u>

11.C.P.A.S. – Budget exercice 2014 – Service ordinaire

Présentation du budget du CPAS par le Président du C.P.A.S., Philippe DUPONT

« Les recettes »

La part communale a été adaptée à l'augmentation du coût de la vie et passe de 431.810,06 € à 440.446,26 €, soit une augmentation de 2 %. Cette part communale par habitant est très faible : elle s'élève à 86 € par habitant alors qu'elle est de plus de 110 € dans les autres communes de la province de Hainaut (d'après le profil financier individuel établi par Dexia pour 2010-2011).

En ce qui concerne le Plan de Cohésion Sociale (P.C.S.), on constate une diminution importante du montant du subside de la Région Wallonne étant donné une restructuration dans la gestion de celui-ci. En effet, à partir de 2014, le chef de projet doit être impérativement un agent communal. Le CPAS restant tout de même un

partenaire privilégié continuera à gérer les frais de fonctionnement à travers les différentes actions développées. Il est à rappeler que ce subside s'élevait à 69.300 € pour les années 2009 et 2010, 55.440 € pour les années 2011 et 2012 pour terminer à un montant de 43.201,66 € pour 2013.

Les dépenses

Certaines prévisions à caractère social ont été revues en fonction des demandes d'aide réellement octroyées durant l'année écoulée.

Les dépenses concernant le remboursement d'emprunt et les intérêts dans le cadre de l'achat d'un bâtiment sont également reprises.

La projection des dépenses de transfert reste quant à elle toujours difficilement réalisable, les diverses aides sociales consenties par le Centre évoluant au jour le jour (l'indexation des taux du revenu d'intégration sociale, la gestion des avances, les exclusions du chômage, les problèmes liés à la diminution du pouvoir d'achat, ...).

Néanmoins, on constatera une similitude des dépenses destinées à l'accueil des candidats réfugiés politiques et une stabilité en matière de revenu d'intégration sociale, la politique du Centre étant de remettre au travail un maximum de bénéficiaires.

Il n'est pas évident de réinsérer des personnes qui sont sorties du circuit du travail depuis un certain temps. Il convient de les accompagner afin de leur rendre des habitudes et de les former à assurer une tâche professionnelle.

L'épicerie sociale, gérée en collaboration avec les commerçants locaux (boucherie, boulangerie, marchands de fruits et légumes) est un outil efficace qui remplit cette mission car un réel accompagnement est assuré par le personnel du CPAS. En plus, elle permet de rendre un service aux habitants du village qui étaient dépourvus d'épicerie.

Hélas, une certaine catégorie de personnes est difficile à réinsérer. Après avoir développé la réinsertion au service des travaux, nous collaborons maintenant avec les deux autres communes du cluster (Hensies et Quiévrain). Cette étroite collaboration nous permet de poursuivre notre mission de réinsertion socio-professionnelle et d'avoir une plus grande diversité au niveau des différents partenaires en fonction des aptitudes de chacun.

Je remercie le Directeur général du CPAS et le Directeur financier pour l'aide technique apportée à l'élaboration de ce budget.

Je remercie aussi l'ensemble des conseillers de l'action sociale qui examinent chaque mois l'ensemble des demandes d'aides en toute objectivité et encouragent les diverses actions développées par le CPAS. »

Le Conseil Communal,

Voit et approuve, à l'unanimité, le budget du CPAS -service ordinaire- de l'exercice 2014 qui s'établit comme suit :

- Recettes ordinaires propres à l'exercice	1.326.349,34 €
dont intervention communale de 440.446,26 €	
Exercices antérieurs	0,00 €
Prélèvements	0,00 €
Total général des recettes ordinaires	<u>1.326.349,34 €</u>
- Dépenses ordinaires propres à l'exercice	1.326.349,34 €
Exercices antérieurs	0,00 €
Prélèvements	0,00 €
Total général des dépenses ordinaires	<u>1.326.349,34 €</u>

12.C.P.A.S. – Budget exercice 2014 – Rapport de la Commission budgétaire – Approbation

Présentation du Rapport de la Commission budgétaire – Exercice 2014 par le Président du CPAS

Le Conseil Communal,

Approuve à l'unanimité le rapport de la Commission budgétaire en annexe.

13. Rapport prescrit par l'article L1122-23 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation – Année 2013 (arrêt au 1^{er} décembre 2013)

Le Conseil Communal,

Prend acte du rapport prescrit par l'article L1122-23 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation – Année 2013, comme suit :

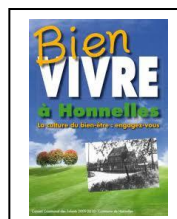
Le Collège communal a l'honneur de vous présenter, en exécution de l'article L 1122-23 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la synthèse sur la situation de l'administration et des affaires de la commune.

Les statistiques qui vous sont présentées permettent d'obtenir un aperçu des activités effectuées par les services. Cependant, les données chiffrées ne reflètent pas toute la charge de travail qui peut peser sur un service dont la principale activité est l'accueil de la population et la satisfaction des différentes demandes de cette population. Ainsi, outre l'accueil des citoyens, différentes tâches administratives (gestion de la centrale téléphonique, envoi de courrier, de dossiers sous différentes formes, contacts des citoyens mais aussi avec les différents interlocuteurs institutionnels, ...) ne sont pas prises en compte.

Le présent rapport donne donc une photographie à partir d'un certain nombre d'éléments chiffrés de l'activité du service et non pas une vue exhaustive de cette activité.

A. Population

D'après le RN :	H	F	Total
Population au 31/12/2012	2545	2595	5140
Population au 01/11/2013	<u>2562</u>	<u>2615</u>	<u>5177</u>
	+ 17	+ 20	+37



Mouvements de la population du 31/12/2012 au 01/11/2013

Entrées par changement de domicile : 166 dossiers pour 348 personnes

Sorties par changement de domicile : 163 dossiers pour 218 personnes

Mutations intérieures : 55 dossiers pour 92 personnes

Dossiers pour étrangers = 5 hommes 4 femmes

Inscriptions d'office= 3 dossiers

Radiation d'office= 10 dossiers pour 12 personnes

Naissances = (43) 23 filles 20 garçons

Décès = (51) 23 femmes 28 hommes



Dossiers administratifs traités

Pensions 28 demandes

Handicapés 60 demandes

Administrateur provisoire : 9

Délivrance de documents au guichet (tout confondu) : +/- 100 à 120/ mois

Gestion du Casier Judiciaire

Bulletins de renseignements: 154

Certificats de bonnes vie et mœurs : +/- 500

Dossiers décorations du travail: 5

Dossiers sorties pour C.J. 218

Gestion des cartes d'identités

Convocations cartes d'identité :	840
Cartes d'identité belges délivrées :	797
Cartes délivrées gratuitement :	2
Demandes de codes :	123
Cartes d'identité provisoires :	5
Cartes d'identité urgence :	4
Cartes d'identité extrême urgence :	0
Cartes de séjour étrangères électronique :	43
Cartes d'identité Kid'sID :	178
Cartes d'identité Kid'sID urgence :	2
Cartes d'identité Kid'sID extrême urgence :	0
Cartes enfant étranger :	2
Passeports délivrances :	111 dont 0 urgences (93 adultes, 18 enfants)
Traitement de pertes et vols de cartes d'identité :	63

Permis de conduire

Permis de conduire international :

Permis de conduire provisoire 18 mois :	16
Permis de conduire provisoire 36 mois	42
Permis de conduire provisoire M3 :	7
Permis de conduire :	183



6

B. Etat civil

Décompte des actes dans les registres de l'Etat Civil

Registre des actes de naissances	=	20 actes	18 reconnaissances
			2 acquisitions de nationalité
Registres déclarations de mariages :		9 actes	
Registres aux actes de mariages :		12 actes :	8 mariages 4 divorces
Registres aux actes de décès :		44 actes	
Dossiers :			
Noces d'or = 7 (5 célébrées)			
Noces de brillant = 0			
Noces de diamant = 8 (5 célébrées)			
Centenaire = 0			
Dossiers dons d'organes = 17		Dossiers dernières volontés = 5	Dossier euthanasie = 3
Dossiers inhumations 39		Dossiers incinérations = 13	
internes = 29		Dispersion = 4	
externes = 10		Columbarium = 2	
Dossiers Exhumation = (voir Francis)		Inhumations dans caveau = 3	
		Conservation = 2	
		Dispersion hors cimetière : 2	
Cohabitations légales = 16		Cessation de cohabitation légale : 0	



Mention marginales :

Modification régime matrimonial : 12

C. Conseil communal



Le Conseil communal s'est réuni à 12 reprises.

Deux réunions conjointes du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale ont eu lieu en 2013.

La composition du Conseil communal n'a subi aucune modification depuis la communication du rapport de l'année précédente.

D. Collège communal



Le Collège communal se réunit chaque mercredi matin et n'a subi aucun changement dans sa composition depuis la communication du rapport de l'année dernière.

E. Personnel communal

Administratif



- 1 Directrice générale
- 4 Employés d'administration (rédacteurs) dont 1 à $\frac{3}{4}$ temps
- 1 Employée d'administration (commis) à $\frac{1}{2}$ temps
- 6 employés contractuels APE (dont 1 à $\frac{1}{2}$ temps, 1 à $\frac{3}{4}$ temps et 1 à $\frac{4}{5}$ temps)
- 5 Employées dans le cadre du « Maribel Social » dont 2 à $\frac{1}{2}$ temps et 2 à $\frac{4}{5}$ temps
- 1 Agent constatateur APE
- 1 Conseiller en logement APE



Nettoyage des locaux

- 1 femme de charge agente contractuelle à temps partiel
- 5 femmes de charge pour le ménage + 22 pour les garderies en Agence Locale Pour l'Emploi
- 1 femme de charge A.P.E.
- 1 femme de charge + garderie à l'école d'Angreau + Accueil extra scolaire à $\frac{4}{5}$ ^{ème} temps A.P.E.

Voirie, Cimetière, Entretien des bâtiments



- 2 Chefs d'équipe
- 6 ouvriers qualifiés
(1 menuisier, 2 fossoyeurs, 1 maçon, 1 opérateur chauffeur méca)
- 2 manœuvres pour travaux lourds
- 7 ouvriers de voirie contractuels A.P.E.
- 2 ouvriers contractuels A.P.E. dans le cadre du plan com

- 1 ouvrier temps plein dans le cadre du « Maribel Soc



if

Agents mis à disposition par le CPAS

- 1 agent dans le cadre du plan de cohésion sociale à mi-te

Bibliothèque

- 1 employée de bibliothèque Agente contractuelle à raison de 3 heures/semaine

F. Enseignement (au 01/10/2013)

Ecole « Emile Verhaeren » dont le siège est à Roisin, rue Bourdon 4 comprend les implantations suivantes : Angre, Angreau, Autreppe et Roisin

Personnel :

- 1 directrice sans classe
- 15 instituteurs (trices)



Ecole « La Petite Honnelle » dont le siège est à Fayt-le-Franc, Place de les implantations suivantes : Athis-Erquennes et Fayt-le-Franc

Fayt 11 comprend

Personnel :

- 1 directeur (avec 6 heures de cours)
- 10 instituteurs (trices)



Pour les deux écoles, nous obtenons le total général suivant :

- 2 directeurs d'école
- 25 instituteurs (trices)
- 2 maîtres d'adaptation
- 4 maîtres spéciaux (cours philosophiques)
- 2 maîtres d'éducation physique dont 1 à raison de 4 périodes/semaine
- 1 agrégée en langues germaniques à raison de 12 périodes/semaine
- 1 A.C.S. en psychomotricité à raison de 13 périodes/semaine + 3 organiques
- 1 puéricultrice A.P.E. à 4/5^{ème} temps jusqu'au 30 juin 2014
- 1 P.T.P. (programme de transition professionnelle) à 4/5^{ème} temps jusqu'au 30 juin 2014
- 1 personne à mi-temps (Stewart de bus) A.P.E.

G. Travaux



Arrêtés du Bourgmestre

- Courses cyclistes 6 + épreuves VTT : 3
- Règlement de circulation - 60
- Dossiers en collaboration avec l'administration de la réglementation de la circulation et de l'infrastructure service sécurité routière : - 1 dossier + 3 dossiers à l'étude
- Dossiers de prévention incendie : 5 + 6 préventions chapiteau
- Dossiers prévention incendie – Attestation sécurité – 3 + 1 dossier à l'étude
- Dossiers soumis à l'étude du SRI (prévention sur plan)
- Divers dossiers relatifs à l'organisation de VTT – Balades, circuits hippiques, marchés, jogging.
- Dossiers de Prévention – Immeubles menaçant ruines - 2
- Cimetières communaux – concessions payantes -21
- Dossier – Exhumation et ou transfert 3
- Raccordement égouts (dossier administratif) – 6
- Abaissement de bordures - 2 + 1 dossier à l'étude
- Dossiers sécurité relatifs à l'organisation de manifestations publiques - 40
- Dossiers de renouvellement de licence classe C « Jeux du Hasard » - 1
- Dossiers saisie administrative de véhicules sur la voie publique – 2
- Dossiers visant l'extension de concessions souterraines (SWDE – ORES – Belgacom) - 15
- Dossier de détournement et ou de suppression de sentier 2 dossiers à l'étude



Travaux divers

- Travaux de voirie - Droit de tirage 2011-2012 – Travaux de réfection de la rue Ghislain Luciez et rue Renault Moulin - Exécution
- Dossier Plan d'investissement – Travaux d'égouttage et de réfection de la rue Goutrielle à l'étude
- Travaux de réfection du mur de soutènement de la Grande Honnelle à Angre (exécution)
- Travaux d'entretien extraordinaire - voirie
- Remplacement de la porte de garage des ateliers communaux
- Divers travaux de réfection partielle de la voirie



Travaux de peinture dans diverses écoles
 Bâtiments scolaires programme prioritaire de Travaux PPT 2 dossiers (remplacement de la toiture de l'école de Roisin - Remplacement des menuiseries extérieures de l'école d'Athis et d'Erquennes
 Travaux divers dans les édifices du culte

Service voirie

Nettoyage dans les villages
 Nettoyage des cours d'école chaque trimestre
 Nettoyage des avaloirs et grilles d'égouts chaque trimestre
 Rénovation de portions d'égouttage
 Nettoyage du terrain de tennis des « Leus », tonte chaque mois
 Tonte des pelouses chaque semaine
 Tonte du terrain de football de Roisin chaque semaine
 Evacuation des feuilles en hiver
 Débroussaillage des sentiers de promenade (trois passages annuels)
 Élagage d'arbre (sécateur hydraulique et broyage sur voirie) Drève du château à MSR.
 Déneigement et salage de Décembre au 15 Mars
 Nettoyage du Pisé avec plantation de haies de charme sur le site (clôture naturelle)
 Entretien de portions de chemins agricoles (Planche Lepêtre, Trente Saules et Braquemart, notre Dame, Créner)
 Élagage de haies Onnezies, Angre, Roisin, Angreau, Montignie-sur-Roc
 Fauchage des talus et accotements, trois passages sur le Ravel
 Fabrication et aménagement à Angre rue du Partiaux de nouveaux bacs à fleurs en pierre
 Désherbage d'accotements et bordures
 Réparation des trous (tarmac) dans les dix villages
 Entretien des bâtiments du service travaux
 Réparation de trottoirs sur l'entité (gravier, carrelage, tarmac)
 Réparation de dégradations sur voirie en tarmac.
 Ramassage scolaire, transports classes vertes, extra-scolaire et activités sportives
 Festivité journée du patrimoine, « printemps des Artisans » et « Honnelles se découvre »
 Course cycliste de Angre – Angreau, Fayt le Franc et autre passage de courses extérieures
 Préparation des Kermesses et festivités dans chaque commune, transport de barrières et signalisation art.
 Bourgmestre
 Montage tonnelles et chapiteaux
 Nettoyage avant et après festivités dans les villages
 Fabrication d'armoires et d'étagères pour les écoles et réparation de mobilier.
 Plantation d'arbres et de fleurs au printemps, « leus » et pose des bacs à fleurs en bois
 Rénovation kiosque école d'Angre et ouverture sur le jardin avec pose d'une porte
 Remplacement de panneaux de signalisation routière, nettoyage annuel et rénovation de ceux-ci
 Pose de Caveaux d'attente et de Columbariums doubles
 Rénovation des marquages routiers aux abords des Ecoles
 Enlèvement des dépôts clandestins et nettoyage hebdomadaire des grands axes routiers chaque semaine
 Entretien et réparation du parc de véhicules et réparation de mobilier urbain.
 Surveillance et suivi de chantiers SWDE - ELECTABEL - BELGACOM - AUTRES ...



Cimetières communaux

Entretien des Columbariums dans les cimetières
 Remise en état des pompes et compteurs d'eau après l'hiver
 Nettoyage des monuments aux morts et des bacs déchets
 Tonte des pelouses, élagage haies et arbres, enlèvement des fleurs défraîchies
 Désherbage des allées et entretien des sépultures des Anglais
 Inhumations, exhumations et désaffectations des vieux caveaux
 Divers travaux de réfection dans les cimetières



Dossiers soumis à la procédure administrative

Dossiers d'acquisition (marchés publics de fournitures, de Travaux et / ou de services)

Acquisition de matériel et équipements divers pour le service de la voirie
 de mobilier pour les d'écoles

Acquisition

Organisation d'une campagne de dératisation
 Fourniture de gazoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS, Complexe sportif et bâtiments du culte
 Fourniture de gazoil de roulage pour les véhicules communaux et du CPAS
 Réalisation de photos dans les écoles
 Acquisition de vêtements de travail pour le service des travaux
 Acquisition de tentures pour la bibliothèque
 Travaux de réfection de divers bâtiments du culte
 Travaux de modification d'une porte de hangar destiné à l'entreposage de véhicules communaux
 Acquisition de columbariums doubles
 Acquisition d'une nacelle tractable sur remorque routière
 Acquisition d'un Bras débroussailleur à portée latérale
 Acquisition d'une stèle commémorative en pierre bleue répertoriant les divers niveaux de débordement de la Grande Honnelle
 Acquisition de matériel informatique pour l'école Emile Verhaeren
 Acquisition de matériel informatique pour les services administratifs
 Acquisition d'un GPS et une caméra de recul pour le bus scolaire
 Acquisition d'un pupitre signalétique touristique
 Réalisation de photos scolaires dans les écoles (2^{ème} dossier)
 Travaux de réfection partielle de la toiture de l'école communale d'Angre
 Acquisition de mobilier et matériel pour les écoles (complément)
 Acquisition de matériel d'exploitation divers pour le service de la voirie (complément)
 Installation d'un chauffage aux ateliers communaux
 Travaux d'aménagement de vestiaires (finitions)
 Acquisition d'un relieur thermique pour les services administratifs
 Acquisition de matériel pour le terrain de football
 Remplacement d'une porte de garage aux ateliers communaux
 Acquisition d'une œuvre d'Art

H. Prévention

Le Conseiller en prévention

Le rôle du conseiller en prévention est essentiel. Il assiste l'employeur, les membres de la ligne hiérarchique et les travailleurs pour l'application des mesures de prévention et des mesures visées dans la loi concernant le bien-être. Ainsi, il intervient dans le domaine de la prévention des accidents de travail, de l'amélioration du cadre de vie au sein de l'administration. Il a une fonction consultative à l'égard de l'employeur et des travailleurs.



D'une manière générale, le conseiller en prévention assiste l'employeur pour l'analyse des risques et des accidents du travail, la prévention incendie, l'accompagnement SIPP, la formation et la sensibilisation à la sécurité sur mesure.

D'une manière particulière,

- assurer l'application des dispositions réglementaires concernant la sécurité, la salubrité, l'hygiène et l'embellissement des lieux de travail ;
- proposer ou prendre par urgence les mesures nécessaires pour remédier aux causes de danger et contrôler l'efficacité des mesures prises ;
- conseiller la ligne hiérarchique en matière de sécurité ;
- intervenir dans l'information et la formation des travailleurs en matière de prévention des accidents de travail ;
- établissement de rapports lors de la mise en service d'installations, de machines ;
- visite des établissements communaux en matière de prévention incendie (normes RF, extincteurs, ...)
- visite des établissements communaux en matière de bien-être au travail ;
- visite des établissements communaux dans le cadre d'une mise aux normes dans divers domaines (électricité, amiante, étanchéité des cuves à mazout, ...).

I. Urbanisme

Diverses autorisations, permis

- Autorisation d'urbanisme non dérogatoire	22
- Refus d'autorisation d'urbanisme	4
- Renonciation lotissement	1
- Autorisation de permis dérogatoire :	5
- Renseignements délivré aux notaires :	+/- 300
- Divers dossiers de certificats d'urbanisme °1 et n°2	+/20
- Division parcellaire (art. 90 du CWATUP) :	+/- 15
- Déclaration urbanistique préalable	12
- Divers dossiers de réalisation de contrôles d'implantation ;	
- Conseils auprès de la population ;	
- Réalisation de documents cartographiques ;	
- Divers dossiers d'expertises pour le Ministère des Finances (indicateur-expert auprès du cadastre)	
- Analyse des plans de secteur ;	
- Divers dossiers de chemins vicinaux ;	
- Monuments et sites classés ;	
- Renseignements cadastraux ;	
- Renseignements quant à l'affectation d'un bien ;	
- Renseignements relatifs à l'alignement ;	
- Renseignements relatifs aux primes régionales (construction, réhabilitation, démolition, ...) ;	
- Organisation des travaux de la Commission Consultative Communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité ;	
- Gestion des dossiers en matière de monuments et sites classés ;	
- Dossiers relatifs à la vente et à l'achat de biens ;	
- Bornages contradictoires ;	
- Etc...	



La Commission Consultative d'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de la Mobilité

Nombre de réunion (jusqu'au 2 décembre 2013) : 7

Dans le souci d'une plus large participation de la population à la gestion de leur cadre de vie, le CWATUPE prévoit la possibilité pour les autorités communales de créer des « commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et mobilité » (C.C.A.T.M.).

Bien que la C.C.A.T.M. soit un organe consultatif, elle doit être obligatoirement consultée par les autorités locales pour certaines matières.

La C.C.A.T.M. est composée de 12 membres choisis par le Conseil communal sur base d'une candidature envoyée dans les formes et dans les délais d'un appel public, paru dans la presse et par voie d'affiches. Au nombre fixe d'effectifs, le Conseil a choisi d'adjoindre un suppléant.

La mise en place officielle de la C.C.A.T.M. a eu lieu le mardi 19 novembre 2013 (arrêté ministériel du 22 octobre 2013).

Divers dossiers ont été étudiés au cours de cette année dans les domaines tels que :

- ✓ Permis d'urbanisme
- ✓ Permis d'environnement
- ✓ Projets éoliens
- ✓ Mobilité – sécurité
- ✓ Arbres remarquables
- ✓ ...

J. Environnement

Permis d'environnement et déclarations de classe 3 :



Traitement administratif des dossiers de classe 1 et 2 :

- Classe 1 : 2
- Classe 2 : 2

Traitement administratif des dossiers de classe 3 :

- Dépôt de gaz : 6
- Epuration individuelle : 3
- Lagunage : 1
- Mazout : 1

Aide, conseils à la population concernée par le permis d'environnement / permis unique.

Salubrité publique :

La collecte des ordures ménagères s'effectue chaque vendredi.

La collecte des papiers-cartons et des P.M.C. s'effectue tous les quinze jours le vendredi (voir calendrier de collecte).

Organisation de la campagne de fauchage tardif, de récupération des bâches agricoles.

«Guides composteurs » au service de la population (animations, conseils, sensibilisation ...).

Dérogations pour l'entrée aux Ecoparc pour les personnes ayant une seconde résidence, une plaque étrangère, ...

La Commune est un lien privilégié entre le citoyen et l'Hygea (doléances, Ecoparc, conseils, ...).

Eclairage public

Traitement administratif des doléances via le site lumiweb.

Enquêtes publiques

- Enquête publique sur les enjeux pour une meilleure protection de l'eau en Wallonie
- Enquête publique sur le programme de gestion durable de l'azote en agriculture

Lors de ces enquêtes les documents y relatifs sont consultables à la commune et toute personne peut émettre des remarques ou observations qui seront transmises par la Commune aux instances concernées.

Plan de Prévention des déchets en collaboration avec l'Hygea

Information, sensibilisation à la problématique des déchets via des articles dans le bulletin communal, sur le site internet, des opérations sur le terrain, ...

Calcul de la taxation moyenne des déchets ménagers par habitant (coût-vérité).

Distribution de sacs poubelle gratuits dans le cadre du Plan de prévention des déchets conformément au décret du 5 mars 2008 de la Région wallonne ainsi que d'un objet durable offert par l'Administration communale.

Sensibilisation du grand public à la thématique du réemploi (emprunter, donner, réparer, etc.), du gaspillage alimentaire (Déchets organiques), du compostage.

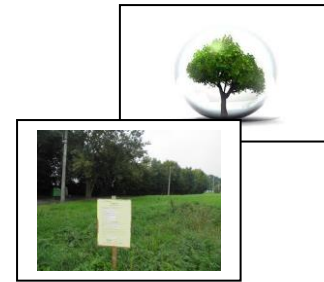
Animations dans les écoles, pour l'accueil extra-scolaire.

Sensibilisation du conseil communal des enfants afin qu'ils deviennent des « ambassadeurs » de la prévention au sein de leur école ainsi que dans leurs activités extra-scolaires.

Sensibilisation du conseil communal des aînés afin qu'ils deviennent des « ambassadeurs » de la prévention auprès des aînés de la commune au sein de leurs différentes associations ou activités seniors.

« Semaine de l'arbre » – année du Saule

- Distribution gratuite de plants d'arbustes divers aux particuliers le dimanche 24 novembre 2013 et animation compostage par les guides composteurs lors de la journée de l'arbre.



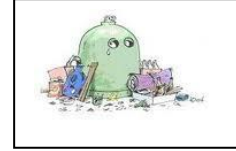
- Opération 1 arbre = 1 enfant : Cette activité est l'occasion de rencontrer et d'offrir un arbuste et un diplôme aux parents des enfants nés dans l'année.
- Plantation dans les espaces publics dans le cadre du plan Maya.



L'agent constatateur

Les différentes missions de l'agent constatateur :

- Recherche, constatation, poursuite et répression des infractions à caractère environnemental (décret RW du 05/06/2008).
- Rédaction de PV et d'avertissements relatifs au décret environnemental.
- Suivi des différents dossiers (PV, avertissements,...).
- Gestion des dossiers relatifs aux amendes administratives communales.
- Lien direct avec la police, le département de la Police et des Contrôles, le Fonctionnaire Sanctionnateur,...
- Sensibilisation des citoyens au respect des dispositions du règlement communal et de la législation environnementale en vigueur en Région Wallonne.
- Gestion de l'ordonnance de police administrative générale de la commune.
- Veille à la propreté publique.
- Sensibilisation auprès des écoles.



K. Energie



- réponses aux diverses questions des citoyens (primes énergie ; communales et primes Région wallonne, nouveautés...)
- aide à la rédaction de documents concernant les demandes de primes
- visite « économie d'énergie » à la demande du citoyen
- organisation de conférences ayant trait à l'énergie et à l'écologie.
- organisation de « la semaine sans pesticides »
- participation aux journées de l'eau
- tenue de stands compostage (journée de l'arbre, semaine sans pesticides ...)
- organisation du « week-end du bois » édition 2013
- organisation « sorties biodiversité » (mai 2013 – octobre 2013)
- gestion du dossier « contrat de Rivière ».



L. Logement



Le service Logement est à la disposition du citoyen pour différentes matières telles que la salubrité, la recherche d'un logement (social ou non), et donner des informations et aides pour les primes relatives au logement octroyées par la Région Wallonne. D'autre part, le conseiller logement a aussi des contacts réguliers avec les sociétés de logements et les agences immobilières sociales pour des dossiers en commun à traiter ou des projets de logements à venir.

Pour terminer, le service logement est, également, en charge du recensement des bâtiments inoccupés et du plan Habitat Permanent. Dernièrement le service Logement était en charge du dossier ancrage communal 2014-2016.

M. Bibliothèque



La bibliothèque se situe à Montignies-sur-Roc, Place Masson et vous accueille tous les vendredis de 17 heures à 19 heures (065/75.96.37).

N. Comptabilité communale

	<u>RECETTES</u>	<u>DEPENSES</u>	<u>BONI/MALI</u>
Service ordinaire			
	4.985.448,10	4.902.842,39	+ 82.605,71
Exercice propre	1.136.530,15	56.210,51	
Exercices antérieurs	0	72.582,96	
Prélèvement			
	6.121.978,25	5.031.635,86	+ 1.090.342,39
TOTAUX			
Service extraordinaire			
	1.264.684,00	1.294.699,73	- 30.015,73
Exercice propre	77.720,47	8.687,67	
Exercice antérieur	287.582,96	257.000,00	
Prélèvements			
	1.629.987,43	1.560.387,40	+ 69.600,03
TOTAUX			

Elaboration rôles taxes

Parcelles non bâties : 7995 €
Immondices : 217.525 €
Force motrice : 3.249,20 €
Terrains de camping : 2400 €
Ecrits publicitaires : (rôle pas encore fait)
Secondes résidences : 7.130 €
Agences de paris : 0 €



Etat de recouvrement pour différentes recettes (arrêté au 27/11/2013)

Droits d'emplacement sur les marchés	475
Récupérations diverses :	130,14
Produits prestations voirie :	0
Produits divers fonction voirie :	245
Permis d'urbanisme :	3.510
Documents administratifs :	8.667,50
Redevance raccordement égout et désobstruction d'égout :	700
Taxe inhumations et dispersion cendres	500
Rehaussement des bordures :	0
Exhumation :	250
Bons de commande :	495
Mandats ordinaires et extraordinaires :	1227
Déclarations trimestrielles DMFAPPL, APE et INAMI	
Déclarations mensuelles contributions + relevé fin année pour déclarations d'impôt	
Salaire et pensions	
Emprunts	
Règlement taxes, rôles taxes, envoi avertissement, gestion / suivi taxes	

14. Budget communal – Exercice 2014 – Service extraordinaire

Présent : Agent technique du service comptabilité

Présentation par le Bourgmestre-Président :

« Notre budget communal 2014 se veut avant tout un moyen de répondre aux légitimes aspirations des Honnelloises et Honnellois en matière d'enseignement, de sports, de culture, de travaux – collectifs ou de proximité – que ce soit pour les jeunes ou les moins jeunes.

Ce présent budget est l'outil qui va nous permettre d'atteindre une partie de nos objectifs présentés dans notre déclaration de politique générale de 2012.

Nous avons à travers celui-ci une vision stratégique dont l'aboutissement se situe en 2018.

Il faut bien le constater, les Communes wallonnes doivent se serrer la ceinture.

Nous plançons depuis 4 mois sur notre budget et malgré les augmentations non maîtrisées par le pouvoir communal, comme par exemple le prix de l'énergie, la quote-part de la zone de police, le service incendie, le traitement des déchets, nous présentons un budget en boni.

Budget en boni qui intègre une excellente année 2013.

Nous aurions pu thésauriser cette bonne nouvelle mais la majorité PS-HD que je remercie une nouvelle fois pour toute l'aide apportée à la confection de ce budget, a décidé que la crise qui frappe de plein fouet tous les ménages de Honnelles mais aussi de l'Europe entière, cette crise, nous pouvions l'atténuer – très modestement je l'avoue – à travers une redistribution financière de nos excellents résultats de l'année 2013 car en effet, à ce jour, Honnelles sort de l'ornière budgétaire et la diminution de l'IPP participe à ce partage.

Bien évidemment, outre cette redistribution, nous avons élaboré un budget extraordinaire qui fait la part belle aux investissements à moyen et long terme : achat d'un camion pour le service voirie, travaux d'entretien de la voirie, la rue Goutrielle rénovée, achats d'équipements touristiques, rénovation de la cour de l'école d'Athis, sanitaires à l'école d'Autreppe, zone récréative à Angre, Centre culturelle de Meaurain, tableau interactif pour les écoles, aménagement de la cafétéria de la Maison Communale, bâtiment terrain de foot de Roisin et bien d'autres choses que nous détaillerons en parcourant le budget.

Un budget certes réaliste et rigoureux mais aussi ambitieux.

Cerise sur le gâteau, nous étudions la possibilité de sortir du CRAC mais là aussi vous l'avouerez, il nous reste encore 5 ans pour y parvenir.

Vous l'aurez compris, notre message est limpide, une commune positive et solidaire dotée d'un dynamisme territorial et entrepreneurial.

Une commune qui veut confirmer sa position au sein du Parc Naturel des Hauts-Pays, de la Vallée de Jonquilles et du partenariat avec la majorité PS d'Hensies et celle du MR de Quiévrain.

Vous l'aurez compris, notre commune se veut le moteur de notre économie locale et veut participer activement au bien-être du citoyen.

Je ne doute pas un seul instant qu'au-delà des clivages politiques bien réels ou parfois de certaines rancœurs post-électorales encore présentes chez l'un ou l'autre, je ne doute pas un seul instant que d'une seule voix vous voterez ce budget 2014. »

Intervention du conseiller Georges DENIS

Le conseiller Denis demande ce qu'il en est de la rue Goutrielle ; estimation du montant total des travaux.

Le Bourgmestre lui répond qu'il s'agit d'un dossier subsidié en ce qui concerne la rénovation de la voirie. En ce qui concerne l'égouttage, une demande a été introduite en vue d'obtenir un subside de 100 % par la SPGE. En effet, Honnelles se trouve en 4^{ème} position (pas de station d'épuration) en ce qui concerne les « priorités ». Il explique qu'il y a 4 catégories listées en fonction des lieux où se trouvent des stations d'épuration. Honnelles ne possède pas de station d'épuration, toutefois, considérant qu'un seul dossier sera sollicité en 2014, nous avons de grande chance d'être retenu.

L'estimation des montants est de plus ou moins 450 000 €.

Le conseiller Denis pose la question de savoir si on a prévu de l'asphalte ou le revêtement en pavés comme d'origine.

Le Bourgmestre répond qu'il est prévu de l'asphalte. En pavés, le coût serait au minimum 2 à 2,5 fois plus cher que le montant estimé.

Le conseiller Denis souhaiterait obtenir le coût avec ou sans pavés car il serait dommage de ne pas remettre des pavés.

Le Bourgmestre lui répond d'ores et déjà que le coût sera bien plus élevé, le travail est différent et, que ce qui serait dommage c'est de ne pas la rénover ; cela fait trente ans qu'on promet aux citoyens la réhabilitation de la rue Goutrielle. Il annonce également qu'il s'agira là d'un travail de qualité avec des trottoirs de couleur.

Intervention du conseiller Matthieu LEMIEZ

Le groupe Ensemble pour Honnelles trouve qu'il y a de bonnes choses dans ce budget. Les différents projets annoncés ont tous une certaine pertinence.

La construction d'un bâtiment au terrain de football de Roisin, l'aménagement d'une zone récréative à Angre, les travaux dans les écoles ou encore la réfection de la rue de la Goutrielle, ainsi que les autres projets répondent tous à des besoins. Finalement, vous rencontrez nos demandes, c'est donc une bonne chose.

Par contre, nous sommes perplexes par rapport au projet du centre culturel.

Tout d'abord sur le fond : est-il bien nécessaire pour une petite commune comme la nôtre de se doter d'un pareil outil. Comment ce site va-t-il vivre une fois qu'il sera achevé ? Ne risque-t-on pas d'avoir un magnifique centre qui restera vide une grande majorité du temps ?

Avez-vous fait une radiographie des besoins des différents acteurs de terrain concernés ? Il serait bon d'écouter leurs attentes. Ne vaudrait-il pas mieux s'associer à des communes voisines afin de mutualiser les coûts ?

Sur le mode de financement ensuite : faire des travaux pour 350.000 euros sur fonds propres ne nous semble vraiment pas raisonnable. Il n'y a aucun subside pour ces travaux. Sans compter les charges futures qui pèseront sur la commune en frais de fonctionnement et de personnel.

Un centre culturel est un beau projet, et si nous considérons qu'il faut favoriser l'accès à la culture du plus grand nombre, le projet tel qu'il est présenté ne tient pas compte des moyens limités dont nous disposons.

Le risque est grand de se trouver devant une cathédrale culturelle, voulue par le politique et remplie de courants d'air et en inadéquation avec les attentes des acteurs de terrain et de la population.

Nous voterons donc contre ce projet.

Nous demandons donc le vote article par article, comme le prévoit l'article L1122-6 du CDLD.

L'Echevin Gil Amand lui répond que c'est mal connaître notre commune et le tissu associatif, car nous avons des demandes et Monsieur Dessort qui préside la commission de la culture en est témoin. Il faut savoir que ce lieu est un endroit fantastique et, par « ouïe dire », très prisé, pas forcément par la population honnelloise, mais d'ailleurs ; en Belgique.

Si nous devons investir sur fonds propre, c'est que suite à un contact que nous avons eu avec la Communauté française, il n'y a plus de subsides. La question à poser est : parce que depuis dix ans, il n'y a plus d'argent à la Communauté française, nous ne pouvons pas avancer dans ce dossier ? Les honnellois le méritent bien, ajoute-t-il, on pourra accueillir des musiciens, des groupes théâtrales, etc...

Intervention du conseiller Vincent PETILLON

Nous notons avec plaisir que vous avez prévu un budget pour la construction d'un bâtiment au terrain de football. Ce bâtiment et le parking attendant peuvent être multi usage.

En effet, l'école de Roisin se trouve à 100 mètres du site. Le matin, il ya souvent embouteillage en face de l'école. On pourrait délester en laissant l'accès au parking prioritairement aux enseignants mais aussi aux parents. De plus, la salle pourrait servir lors des fêtes scolaires.

A Roisin, il n'y a plus de salle pouvant accueillir + de 50 personnes. Cette salle pourrait ainsi être multifonctionnelle mais l'usage prioritaire serait évidemment le club de football.

A la remarque du conseiller Pétillon de construire en priorité le bâtiment sur le terrain de football par rapport à la rénovation du centre culturel de Meaurain, l'Echevin Amand lui répond qu'il n'y a pas de priorité ; le budget va être voté et tout ce qu'il comprend a été budgétisé.

Le Conseil Communal,

Vote à l'unanimité le budget service extraordinaire, hormis LE PROJET N°20140021 – Aménagement centre culturel de Meaurain à 12 voix pour (MM. PAGET B., DESCAMPS, AMAND, MATHIEU, VILAIN, DUPONT, LEBLANC, DESSORT, /PS – POUILLE, FLEURQUIN/HD - PETILLON, DENIS/MR) & 4 voix contre (LEDENT, STIEVENART, MOREAU, LEMIEZ/EPH) qui s'établit comme suit :

Exercice propre

Recettes :	1.736.500,00€
Dépenses :	1.830.500,00 €
<u>Résultat négatif exercice propre</u>	<u>94.000,00 €</u>

Exercices antérieurs

Recettes :	69.600,03 €
Dépenses :	-

Prélèvements

Recettes :	136.000,00€
Dépenses :	42.000,00 €

Résultat général

Recettes :	1.942.100,03 €
Dépenses :	1.872.500,00 €

Le budget général extraordinaire se clôture par un boni de 69.600,03 €

15. Budget communal – Exercice 2014 – Service ordinaire

Présent : Agent technique du service comptabilité

Distribution de feuilles correctrices du budget en fonction de la diminution de l'IPP

Présentation du budget – Service ordinaire – Exercice 2014 par le Bourgmestre-Président en fonction des nouveaux montants (baisse de l'IPP)

Intervention du conseiller Vincent Pétillon

Page 22 TAXES

Vous passez de 25.400€ à 62.000€. Vous êtes vous servis des montants perçus en 2013 pour faire des estimations ?

Le Bourgmestre répond que pour chiffrer on s'est basé non seulement sur les taxes en matière de documents administratifs délivrés tels : cartes d'identité, composition de famille, etc... mais également sur les montants réclamés aux notaires qui sollicitent des informations urbanistiques. Il ajoute qu'auparavant nous recevions des tas de demandes de notaires mais depuis que c'est payant, ceux-ci regroupent les demandes (4 ou 5 demandes par courrier).

Taxes immeubles inoccupés. Sur quelle base faites vous cette estimation ?

Le Bourgmestre répond que notre conseillère logement a répertorié le nombre de logements inoccupés sur l'entité. Le but de la commune est d'éliminer les chancres d'une part et d'autre part, d'éviter que des logements restent à l'abandon suite à des conflits familiaux, éviter également des situations telle : ancien préfeuillet où le bâtiment s'est écroulé en partie sur la voie publique et c'est

ainsi que la commune a dû payer les frais de démolition car impossible de pouvoir retrouver le(s) propriétaire(s).

Il existe des centaines de chancres sur l'entité ; on a été prudents et on a considéré qu'une quarantaine de bâtiments pourraient être taxés sur l'ensemble (réunions seront organisées afin de considérer la situation de chacun, à savoir : difficultés financières, conflits, etc... afin de les conseiller (subsidés) et ce, en collaboration avec le CPAS, l'A.I.S., le Fonds du logement, BHP logements, la Région Wallonne, ...) afin qu'ils puissent faire les démarches nécessaires pour réhabiliter leur logement. Et, si malgré tout cela ils ne souhaitent pas rénover leur logement, ils seront taxés annuellement.

Page 82

A ce jour, avez-vous reçu la contribution des communes de Quiévrain et Hensies ?

Lors de l'établissement du compte, elles ne l'avaient toujours pas versé, mais cela devrait être régularisé prochainement ; calcul établi en fonction des points A.P.E. que l'on reçoit pour l'agent conseiller logement et la différence est divisée entre les trois communes.

Le subside de la Région Wallonne a-t-il été versé en 2012 et 2013 à l'ADL ? Avons-nous versé une avance à l'ADL pour terminer l'année 2013 ?

Le Bourgmestre répond que le subside 2013 a été versé.

Intervention du conseiller Matthieu LEMIEZ

Puis-je savoir où se trouve la taxe éoliennes ?

Le Bourgmestre répond que lorsqu'on a établi la taxe éolienne, on avait l'assurance que la taxe qui serait perçue reviendrait bien indirectement à la commune. Vous vous êtes aperçus que les projets éoliens ont « du vent dans les voiles », et que les projets n'aboutiront certainement pas. Il souligne que la presse est plus rapidement informée que les communes. Nous n'avons pas la notification officielle aujourd'hui mais nous sommes pratiquement certains qu'il n'y aura pas d'éoliennes sur notre entité et c'est la raison pour laquelle nous n'avons rien prévu.

Il rappelle également que lorsqu'on a voté cette taxe, le conseiller Pétillon avait fait remarquer que le fait de voter cette taxe sous-entendait que nous étions favorables. Or, ce n'était pas le cas, le but était SI malheureusement il devait y avoir des éoliennes sur la commune qu'au moins on puisse en retirer un bénéfice et ce, pour l'ensemble des citoyens.

Cotisation de solidarité (p37 circulaire budgétaire) – où se trouve-t-elle dans le budget ?

En ce qui concerne la cotisation de responsabilisation, celle-ci est reprise aux exercices antérieurs (montant imposé par l'ONSS APL). En ce qui concerne la cotisation de solidarité, il s'agit d'une augmentation au niveau des Pools d'année en année ; augmentation à chaque poste : personnel administratif, voirie, logement, ...

En résumé :

La cotisation de responsabilisation ; montant est imposé par l'ONSS APL

La cotisation de solidarité augmente d'année en année (exemple de 34 %, elle montera à 36 % en 2014)

Chaque année, il y aura une augmentation du pourcentage ; en 2015 : 40 %

P37 : Dotation zone de police : peut-on ajouter un point relatif à la politique de sécurité à notre prochain CC afin de débattre des problèmes sécuritaires propres à notre commune dans la perspective du plan zonal de sécurité

La conseillère Isabelle Fleurquin demande la parole afin de s'exprimer concernant les propos de Monsieur Lemiez ayant trait aux problèmes de sécurité, à savoir : Pourquoi ne pas laisser Monsieur

Carton, responsable de la zone de police des Hauts-Pays, mettre en place son organigramme et voir quelle sera sa méthode de travail, avant même de débattre des problèmes de sécurité. Il vient de reprendre une zone dans un mauvais état ; on n'a pas fait Rome en un jour. Laissons-le travailler et pourquoi pas l'inviter à un prochain conseil communal présenter son objectif. Il est peut être un peu tôt pour lui demander des comptes.

(p43 circulaire) Vous ne provisionnez aucun montant que la commune sera amenée à verser dans le cadre de la réforme des SRI, une fois que les arrêtés de répartition des frais exposés auront été pris en intégrant les nouvelles dispositions. Nous savons que ce sera pour 2014.

Le Bourgmestre répond avoir assisté à plusieurs réunions avec les bourgmestres de la région qui se sont rendus compte que la même situation avait été vécue pour la zone de police où on leur avait affirmé que cela ne serait pas plus coûteux. Or, cela n'est pas le cas, notre zone de police coûte très cher. L'idée des bourgmestres de wallonie est de ne pas refaire les mêmes erreurs. Bien sûr, il faut garantir la sécurité des citoyens, mais pas à n'importe quel prix. Si le dossier est en standby c'est qu'il y a des divergences au niveau de la répartition. D'autre part, le Fédéral doit également participer financièrement et ne pas charger les communes qui ne sont pas à la hauteur des sommes qui seraient réclamées.

P69 : engagement d'un chef de projet PCS. La commune va-t-elle également prendre en charge la partie opérationnelle où cela se ferait toujours par le CPAS. Comptez-vous réengager la personne qui s'en occupait précédemment ?

Le Bourgmestre répond qu'un examen a été organisé en vue d'engager un chef de projet à mi-temps au sein de la commune (respect du Décret). Qu'il est évident qu'on continuera à travailler en symbiose avec le CPAS, comme cela a toujours existé. Un transfert d'argent sera effectué au CPAS afin qu'il puisse maintenir toutes les actions entreprises (épicerie sociale, maison de quartier, ...) Qu'une convention de partenariat (partenaire privilégié) sera d'ailleurs signée avec le CPAS prochainement.

Il ajoute que lors du lancement du Plan de Cohésion Sociale, anciennement Plan de Prévention et de Proximité, le subsidie était relativement important. Aujourd'hui, on nous annonce un montant qui correspond à la moitié. Au départ, il est vrai que peu de communes s'étaient inscrites pour participer à cette action, or, d'année en année, elles sont de plus en plus nombreuses à intégrer le PCS ; la part du gâteau diminue.

À la lecture de ce budget, le groupe Ensemble pour Honnelles a l'impression qu'on est en train de rejouer la fable de la cigale et la fourmi.

Le solde positif à l'exercice propre est de 17.000 euros.

Mais celui-ci n'est dû qu'à un artifice comptable, un nouvel article appelé « crédit spécial de recettes ».

Cette recette spécifique visant à préfigurer les dépenses budgétisées pour l'exercice qui ne seront pas engagées est donc une recette virtuelle de 75.000 euros.

Or, la circulaire budgétaire est claire : celui-ci ne doit pas entraver l'équilibre réel imposé à l'exercice propre.

Nos considérons donc que la commune n'est pas en boni de 7000 euros mais bien en mali de 68.000 euros.

Le Bourgmestre répond que la circulaire était claire d'une part et d'autre part, nous ne l'utiliserons peut-être pas, on verra dans un an.

De plus, la majorité PS-HD ne tient aucun compte des lourdes charges qui sont annoncées depuis des mois et qui pèseront lourd dans les dépenses futures.

Ainsi :

- Vous ne provisionnez aucun montant que la commune sera amenée à verser dans le cadre de la réforme des SRI, une fois que les arrêtés de répartition des frais exposés auront été pris en intégrant les nouvelles dispositions. Nous savons que ce sera pour 2014.
- Au niveau de la dotation du CPAS, nous savons également que dans le courant de l'année 2014 vont arriver les premiers exclus du chômage suite au plan d'activation de 2012, qui viendront frapper à la porte de l'institution pour demander le RIS, alourdissant d'autant les charges de celui-ci.

Ces différentes charges, nous le concédons, ne sont pas du fait de la commune. Par contre, la bonne gestion demanderait d'en tenir compte en établissant le budget. Ce qui n'a pas été fait
Ce budget ne reflète pas la réalité, nous voterons donc contre.

Intervention du conseiller Pétilon

Je pense qu'en matière de recette, vous avez largement surévalué celle-ci.

Je ne prends que 2 exemples :

- vous passez de 25.400€ à 62.000€ pour les taxes sur les documents administratifs ;
- vous taxez pour 40.000€ pour les bâtiments inoccupés.

Je considère que votre budget ne tient pas la route et je voterai donc contre. De plus, vous avez eu des recettes exceptionnelles avec le versement du trop perçu ONSS d'un montant de 237.727€ et cela ne se reproduira plus dans les années à venir.

Le bourgmestre ajoute que la majorité ne partage pas leur analyse, qu'elle espère pouvoir décrocher des subsides. Il rappelle que le budget est une prévision ; la réalité de terrain c'est le compte. D'après vos réflexions, sans même avoir entamé le budget, il est déjà irréaliste, attendez avant de préjuger de la réalité de celui-ci.

Vote

10 voix pour (MM. PAGET B., DESCAMPS, AMAND, MATHIEU, VILAIN, DUPONT, LEBLANC, DESSORT/PS – POUILLE, FLEURQUIN/HD)

6 voix contre (MM. PETILLON, DENIS/MR – LEDENT, STIEVENART, MOREAU, LEMIEZ/EPH)

Le Conseil Communal,

Vote par 10 voix pour et 6 voix contre le budget communal pour l'exercice 2014 – service ordinaire – qui s'établit comme suit :

Exercice propre

Recettes :	5.027.986,61 €
Dépenses :	5.020.261,47 €

Résultat positif exercice propre :	7.725,14 €
------------------------------------	------------

Exercices antérieurs

Recettes :	1.090.342,39 €
Dépenses :	15.889,35 €

Prélèvements

Recettes :	-
Dépenses :	136.000,00 €

Résultat général

Recettes :	6.118.329,00 €
Dépenses :	5.172.150,82 €

Le budget général ordinaire se clôture par un boni de 946.178,18 €

Le conseiller Lucien POUILLE quitte la séance

16.Actualisation du plan de gestion 2014-2019 – Approbation

Présent : Agent technique du service comptabilité

Présentation du Plan de Gestion par le Bourgmestre-Président (en fonction des modifications apportées en cours de séance concernant la diminution de l'IPP de 8,25 à 8,2 %)

« En fonction de cette projection, tout porte à croire que notre budget n'est pas irréaliste, termine-t-il. »

Intervention du conseiller Pétilion

Je tiens à informer l'échevin Descamps que ce n'est pas Nostradamus qui a réalisé ce plan de gestion.

Plusieurs points m'interpellent.

Vous prenez une population pour 2013 arrêtée en octobre. Donc c'est une simulation aléatoire. De plus, vous augmentez la population de 20 personnes de façon linéaire.

Par le passé entre 1994 et 2006, la population était de plus de 5000 habitants. On avait 17 conseillers.

*De 2006 à 2012, la population est retombée en dessous de 5000 habitants (15 conseillers)
Cela prouve que la population n'augmente pas de façon linéaire.*

Et ensuite le taux IPP pour 2014 est indiqué, mais pas pour les années suivantes.

Nous avons pourtant voté un règlement de taxe portant jusqu'à 2019.

L'agent technique lui répond que dans le plan de gestion, le chiffre de la population sera repris d'année en année car le C.R.A.C souhaite obtenir le nombre exact de la population avant de pouvoir l'inscrire.

Toutefois, dans le plan de gestion, on a tenu compte de l'évolution naturelle tant dans les recettes (+2%) que pour l'IPP (2%) avec le chiffre de population actuel.

Avez-vous reçu une circulaire de la RW pour établir le montant du fonds des communes ?

Le Bourgmestre répond affirmativement

Intervention du conseiller Lemiez

La lecture du plan de gestion nous laisse inquiets.

En effet, sur les exercices 2013 à 2016, le boni cumulé aura fondu de près de 500.000 euros. Soit près de la moitié de nos réserves.

Si nous sommes d'accord qu'il ne sert à rien d'avoir des provisions trop importantes, une telle diminution nous semble quand même excessive. Surtout que comme nous l'avons dit tout à l'heure, les nouvelles charges qui pèseront sur les communes n'ont pas été intégrées dans le calcul.

Attention donc à l'excès d'optimisme... Pour toutes ces raisons nous nous abstenons.

Le Bourgmestre répond que dans la déclaration de politique générale, le souhait de la majorité est de rembourser le prêt accordé via le C.R.A.C.

On n'attendra pas 2019 pour le rembourser.

Vote

9 voix pour (MM. PAGET B., DESCAMPS, AMAND, MATHIEU, VILAIN, DUPONT, LEBLANC, DESSORT/PS – FLEURQUIN/HD)

Le Conseil communal,

Conformément aux articles L3311-1 à L3313-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notre commune ayant bénéficié d'un prêt d'aide extraordinaire à long terme au travers du compte C.R.A.C. est tenue d'adopter un plan de gestion ;

Approuve à 9 voix pour et 6 abstentions

L'actualisation du plan de gestion 2014-2019

17. Dotation à la zone de police – Fixation pour l'exercice 2014 du montant de participation

Le conseil communal,

Conformément à l'article 71 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

fixe, à l'unanimité, pour l'année 2014, le montant de sa participation.
Ce montant s'élève à 450.018,98 € et est inscrit à l'article 33001/43501 du budget communal de l'exercice 2013.

18. Donation d'une toile par Madame Claudine Ruelle – Acceptation

Le conseil communal,

Considérant l'envoi d'un courrier de Madame RUELLE Claudine Domiciliée rue des Fonds 2 à 7387 Honnelles faisant part de son intention de nous faire don d'une toile sur bois d'une valeur de 5 000 €

Vu la décision du Collège communal réuni en sa séance du 20 novembre 2013 d'accepter provisoirement cette donation ;

DECIDE à l'unanimité

Article 1 : d'accepter la donation de Madame RUELLE Claudine

Article 2 : la présente décision sera notifiée à Madame Claudine RUELLE

19. Intercommunale I.P.F.H. – Assemblée générale du 16 décembre 2013 - Approbation des points à l'ordre du jour

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H. ;

considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale I.P.F.H. du 16 décembre 2013 ;

que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur le premier point de l'ordre du jour et pour lequel il dispose de la documentation requise ;

qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal, le point 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.

le Conseil décide ,
d'approuver à l'unanimité :

* le point 1°) de l'ordre du jour, à savoir :
Adoption du plan stratégique 2014-2016;

Le Conseil décide

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 12/12/2013 ;

- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale, soit pour le 9 décembre 2013 ;
- au Gouvernement provincial ;
- au Ministre Régional de tutelle sur les intercommunales.

20. Intercommunale I.D.E.A – Assemblée Générale du 18 décembre 2013 - Approbation des points à l'ordre du jour

Le Conseil communal,

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 15 novembre 2013;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 18 décembre 2013;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du plan stratégique 2014-2016 ;

Considérant qu'en date du 13 novembre 2013, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de plan stratégique ;

Considérant qu'il a fait l'objet d'une présentation aux Bourgmestres des communes associées, aux Directeurs Généraux et Directeurs Financiers des communes associées et de la Province de Hainaut ainsi qu'à un représentant de chacun des 8 CPAS associés en date du 20 novembre 2013 à 12 h 30 au siège social d'IDEA.

Considérant que les conseillers communaux et des CPAS associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de Plan Stratégique est consultable sur le site Web de l'IDEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

- Considérant que le **deuxième point** porte sur des modifications relatives à la composition du Conseil d'Administration ;

Qu'en date du 11 septembre 2013, le Conseil d'Administration de l'IDEA a acté la désignation de Madame Sandra GORET, Secrétaire Régionale de la FGTB de Mons-Borinage en tant qu'Administrateur IDEA en lieu et place de Monsieur Alain DE NOOZE, Président de la FGTB de Mons-Borinage, représentant le syndicat ;

Qu'en date du 13 novembre 2013, le Conseil d'Administration de l'IDEA a acté la désignation de Monsieur Xavier DUPONT, Bourgmestre d'Ecaussinnes en tant qu'Administrateur IDEA en lieu et place de Monsieur Marc DE SAINT MOULIN, Bourgmestre de Soignies ;

- Considérant que le troisième point porte sur la distribution d'un acompte sur dividende par prélèvement sur résultats reportés du sous-secteur III. C. (Câble);

Considérant que suite au contrôle budgétaire 2013 et au contrôle par le Réviseur d'Entreprises de la situation arrêtée au 31/08/2013, le Conseil d'Administration du 13 novembre 2013 a décidé de proposer sur le versement d'un acompte sur dividendes aux communes du sous-secteur III.C ;

Considérant que conformément à l'Article 57 des statuts d'IDEA, dans la mesure où les prévisions budgétaires 2013 revues font état d'un déficit de 235.938 €, la distribution d'un acompte sur dividende par prélèvement sur résultats reportés relève d'une décision de l'Assemblée Générale.

LE CONSEIL DECIDE à l'unanimité :

Article 1 :

° d'approuver le plan stratégique 2014-2016 et de l'adresser à l'autorité de Tutelle.

Article 2 :

° d'approuver les modifications de la composition du Conseil d'Administration, à savoir :

- la désignation de Madame Sandra GORET, Secrétaire Régionale de la FGTB de Mons-Borinage, en remplacement de Monsieur Alain DE NOOZE, en qualité d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'IDEA ;
- la désignation de Monsieur Xavier DUPONT, Bourgmestre d'Ecaussinnes, en remplacement de Monsieur Marc DE SAINT MOULIN, en qualité d'Administrateur au sein du Conseil d'Administrateur d'IDEA.

Article 3 :

° d'approuver le versement d'un montant de 2,5 €/hab. aux communes associées au sous –secteur III.C par prélèvement sur résultats reportés du sous-secteur III.C (Câble).

1. La présente délibération sera transmise à l'IDEA Rue de Nimy, 53 à 7000 Mons.
2. Au Ministre régional de tutelle sur les intercommunales – Ministère de la Région Wallonne – Monsieur P-P Mouzelard Résidence Concorde Rue Van Opré, 91 à 5100 Jambes.

21. Intercommunale HYGEA – Assemblée générale du 19 décembre 2013 - Approbation des points à l'ordre du jour

Le Conseil Communal,

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 15 novembre 2013 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 19 décembre 2013;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du Plan Stratégique d'HYGEA 2014-2016 ;

Considérant qu'en date du 14 novembre 2013, le Conseil d'Administration d'HYGEA a approuvé le projet de Plan Stratégique HYGEA 2014-2016;

Considérant que ce plan a fait l'objet d'une présentation aux Bourgmestres des communes associées, aux Directeurs Généraux et Directeurs Financiers des communes associées en date du 18 novembre 2013 à 17 h au siège de l'HYGEA à Havré.

Considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de Plan Stratégique est consultable sur le site Web de l'HYGEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

LE CONSEIL DECIDE à l'unanimité

Article 1 :

- d'approuver le plan stratégique HYGEA 2014-2016 et de l'adresser à l'autorité de Tutelle.
 1. La présente délibération sera transmise à l'IDEA Rue de Nimy, 53 à 7000 Mons.
 2. Au Ministre régional de tutelle sur les intercommunales – Ministère de la Région Wallonne – Monsieur P-P Mouzelard Résidence Concorde Rue Van Opré, 91 à 5100 Jambes.

22. Intercommunale Parc Naturel des Hauts-Pays – Assemblée générale du 30 décembre 2013 – Approbation des points à l'ordre du jour

Le Conseil Communal,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'ASBL « Intercommunale Parc Naturel des Hauts-Pays »;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 28 novembre 2013 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant notre Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale Parc Naturel des Hauts-Pays ASBL du 30 décembre 2013 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale adressés par l'Intercommunale Parc Naturel des Hauts-Pays, et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressés par l'Intercommunale Parc Naturel des Hauts-Pays du 30 décembre 2013 ;

Considérant que les délégués rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

Considérant que l'ordre du jour est le suivant :

1. Lecture et approbation du PV du 8 juillet 2013;
2. Evaluation du plan stratégique 2013 ;
3. Budgets prévisionnels 2014-2015-2016 ;
4. Plan stratégique 2014-2015-2016 ;
5. Désignation du réviseur d'entreprise qui contrôlera les comptes 2013, 2014, 2015 de l'intercommunale PNHP ;
6. Renouvellement de la Commission de Gestion ;
7. Points d'actualité.

D E C I D E à l'unanimité :

Article 1

D'approuver les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale du 30 décembre 2013 de l'Intercommunale Parc Naturel des Hauts-Pays tels que présentés ci-dessus ;

Article 2

De transmettre la présente décision à l'Intercommunale Parc Naturel des Hauts-Pays Rue des Jonquilles, 24 à 7387 Honnelles ainsi qu'au Ministère régional de tutelle sur les intercommunales Ministère de la Région Wallonne Résidence Concorde Rue Van Opre, 91 à 5100 Jambes.

22bis. Proposition de nommer dans un délai de 3 mois les employés et les ouvriers contractuels sous statut APE travaillant pour la commune de Honnelles depuis plus de trois ans.

Le Bourgmestre en vertu du R.O.I. passe la parole à Monsieur Vincent PETILLON, conseiller communal :

Je souhaite ajouter un point à l'ordre du jour du conseil communal du jeudi 12 décembre 2013.

« Proposition de nommer dans un délai de 3 mois les employés et ouvriers contractuels sous statut APE travaillant pour la commune de Honnelles depuis plus de 3 ans »

ATTENDU ET COMMENTAIRES :

Après la revalorisation du traitement de nos agents de niveau 1, il me semble juste et normal de revaloriser le personnel sous le statut APE.

J'ai mis une période de 3 ans. Cela est largement suffisant pour attester de la qualité des personnes que l'on va nommer.

De plus, cela correspond aux doléances des 3 syndicats représentant le personnel. Le bourgmestre nous a fait des éloges dithyrambiques de l'état de nos finances communales. Je ne vois pas dès lors pourquoi la majorité s'opposerait à cette proposition.

Déposé à Madame la Directrice Générale, Madame Patricia AVENA, le vendredi 6 décembre 2013

Proposition de délibération

Vu l'article L1212-1

Vu l'article L1213-1

Réglant le statut pécuniaire tiré du Code de la Démocratie Locale

Attendu :

qu'après la revalorisation du traitement de nos agents de niveau 1, il me semble juste et normal de revaloriser le personnel sous le statut APE ;

qu'une période de trois ans est largement suffisante pour attester de la qualité des personnes que l'on va nommer ;

que cela correspond aux doléances des trois syndicats représentant le personnel de la commune ;

que le bourgmestre nous a fait des éloges dithyrambiques de nos finances communales,

le conseil communal décide :

Art. 1 : de nommer, dans un délai de trois mois, les employés et ouvriers contractuels sous statut « APE », travaillant pour la commune de Honnelles depuis plus de trois ans ;

Art. 2 : de charger le collège de sa mise en œuvre opérationnelle.

Envoyé par e-mail (vu l'urgence et en l'absence de Mme la Directrice générale à 9h30 pour cause de fermeture des bureaux) le vendredi 6 décembre.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gil AMAND, Echevin :

« Monsieur Petillon,

Deux questions me viennent à l'esprit.

Avant de poser celles-ci, j'ai juste une petite remarque sur la cohérence de votre discours. Vous venez de voter contre le budget ordinaire car vous trouvez que le boni n'est pas réel donc vous estimez celui-ci en mali. Et vous proposez dans la foulée une mesure de nomination de 17 agents. J'ai vraiment du mal à vous suivre.

Revenons aux questions :

La première : Pourquoi maintenant ?

Réponse de Vincent Petillon. Pourquoi pas ?

Vu les éloges du bourgmestre sur les finances communales et à partir du moment où il y a eu d'autres nominations, d'autres revalorisations, il me semblait normal de penser au petit personnel.

Donc implicitement, vous avouez une différence et surtout une amélioration dans la gestion des deniers publics. Merci.

La seconde : L'enfer étant pavé de bonnes intentions, avez-vous budgété votre proposition puisque vous vous targuez d'être un homme de chiffres ?

Le Conseiller Pétillon répond ne pas être aux manettes, qu'il n'a pas accès à certaines données. Maintenant nous allons passer au vote et on verra !

Monsieur Petillon, vous faites du populisme ajoute l'Echevin Amand.

Le Bourgmestre ajoute qu'il s'agit d'une proposition sociale, très intéressante ; cela doit faire plaisir au personnel bien évidemment, mais le personnel se rend bien compte qu'entre un geste posé ici au tour de la table et la réalité de terrain, il y a un abîme.

« Lorsqu'on est conseiller communal de l'opposition et que l'on fait une proposition telle que celle-ci, la réflexion doit aller jusqu'à la finalité. Sinon quiconque autour de la table peut faire des propositions telles : pourquoi ne pas offrir un véhicule à chacun des habitants, un téléphérique pour traverser le caillou-qui bique, ... Vous, qui avez été échevin pendant 6 ans, vous devez vous souvenir du staff de la commune, à savoir : il y a une vingtaine de personnes qui sont contractuelles. De plus, vous venez d'affirmer il y a quelques instants que le boni cumulé peut très vite diminuer et surtout si on rembourse le prêt CRAC.

Après avoir reçu votre proposition d'ajout de ce point, j'ai effectué les calculs et si on devait nommer demain les 20 agents en question, cela coûterait à la commune plus ou moins 450 à 500 000 € par an. Dès lors, vous qui nous reprochiez de n'avoir un boni que de quelques milliers d'euros, nous serions à moins 450 voire 500 000 euros. Dans les deux ans, moins 900 000 euros, plus de boni, et dans trois ans nous devons nous séparer de la moitié du personnel. Est-ce que c'est ce que vous souhaitez ? »

Il rappelle également que dans toutes les communes de wallonie, du moins, pour les agents contractuels APE, nous bénéficions de points ; un point correspond à 3 000 euros. Ces points, nous les perdrons puisque nous n'aurions plus d'agents contractuels APE ; de nouveau une perte de dizaines de milliers d'euros.

« Votre proposition de nommer tous les agents, excusez-moi c'est de la folie. Par contre, ce que nous allons étudier, avec les moyens financiers dont nous disposons, est d'augmenter les petits salaires. Il ne faut pas dire n'importe quoi, c'est de la poudre aux yeux. La moindre des choses quand on fait une telle proposition est de faire les calculs comme nous l'avons fait et que vous n'avez pas effectués.

L'Echevin Pétillon répond être un homme de chiffres et que si on divise 450 000 € par 17 (nombre d'agents) cela fait plus ou moins 30 000 €/an par personne.

Il ajoute également que sa proposition était volontairement provocatrice.

Il revient ensuite sur la diminution de l'IPP qui représente 50 000 € en moins de recettes fiscales

L'Echevin Amand intervient car, à nouveau, il ne comprend pas la réponse du conseiller Pétillon : « on mélange des pommes, des poires ».

L'Echevin Pétillon ajoute que des agents travaillent depuis 22 ans au sein de la commune et qu'ils ne sont toujours pas nommés.

A cela, l'Echevin Amand lui répond qu'il a été six ans Echevin et qu'il n'a nommé personne et qu'il voudrait qu'en trois mois on en nomme 17 !

Le Bourgmestre termine en résumant la situation, si on nomme tous les agents ; perte de points APE (80 points x 3 000 € = 240 000 €), augmentation de traitement, perte des réductions ONSS, charges patronales, etc...

Vote sur la proposition

9 voix contre (MM. PAGET B., DESCAMPS, AMAND, MATHIEU, VILAIN, DUPONT, LEBLANC, DESSORT/PS – FLEURQUIN/HD)

6 voix pour (MM. PETILLON, DENIS/MR – LEDENT, STIEVENART, MOREAU, LEMIEZ/EPH)

Proposition rejetée.

23.Approbation du procès-verbal du conseil communal du 27 novembre 2013

Le Conseil Communal,

Voit et approuve à l'unanimité le procès-verbal de la séance du conseil communal du 27 novembre 2013

24.Questions et réponses ;

Question du conseiller Vincent Pétillon

Ma question s'adresse au président du CPAS.

L'épicerie sociale implantée à Angre existe depuis une dizaine d'années environ.

L'objet social de cette épicerie est de réinsérer des personnes émargeant au CPAS ou issues du chômage, de les former et ensuite de les mettre dans le circuit du travail.

C'est un objectif louable seulement, il faut éviter de faire de la concurrence déloyale envers d'autres commerçants.

Il ya environ 3 mois, une nouvelle épicerie s'est ouverte à Angre. C'est un couple dynamique qui vient s'installer chez nous et je vous encourage tous à présent à y faire vos courses à l'occasion.

Je regrette que l'épicerie sociale, 1 mois après l'installation de ces nouveaux commerçants est envoyée une publicité toutes boîtes, sous forme de folders, alors que les investissements consentis par les tenanciers de la nouvelle superette ne leur permettent pas de pareilles dépenses.

L'épicerie sociale n'a pas une obligation de rentabilité, son objet social est de réinsérer du personnel.

Je trouve donc peu élégant de faire cette publicité au moment de l'installation de ces nouveaux commerçants.

Le Président du CPAS, Philippe DUPONT lui répond que malgré qu'il s'agisse d'une épicerie sociale, il faut au niveau budgétaire un équilibre financier.

L'objectif social est de remettre des personnes au travail et, pour pouvoir le faire, il faut les moyens. Cette publicité ainsi que l'installation d'un panneau ont été votés à la majorité des membres du conseil du CPAS car il considérait que l'épicerie sociale n'avait pas assez de visibilité. L'idée des conseillers à travers ce « toutes-boîtes » était de relancer l'activité de l'épicerie sociale et surtout d'informer tous les citoyens que ce commerce était accessible à tout le monde ; certains pensent que l'épicerie est ouverte uniquement pour des personnes qui émargent au CPAS. Un bancontact a également été installé ; le personnel manipule moins d'argent et possibilité également de retirer de l'argent. Ce sont des actions qui viennent d'idées de l'ensemble du conseil du CPAS.

Il faut savoir également que lorsqu'on décide d'ouvrir un commerce, il faut faire une analyse de la situation et ne pas venir s'installer près d'une épicerie existante depuis des années à 200 mètres.

Le Conseiller Leblanc ajoute qu'il y a d'autres communes sur l'entité où il n'y a aucun commerce et c'est nous qui ne sommes pas loyaux !

Le Bourgmestre prononce le huis clos pour les points de 25 à 27